

Défense de rire : Cazeneuve est intraitable avec les casseurs !



Nu
it debout, c'est l'image déplorable de la véritable France de 2016, véhiculée dans le monde entier. Un pitoyable naufrage national, malheureusement bien réel.

La France est un pays à la dérive, livré aux casseurs et aux islamo-gauchistes qui font la loi dans la rue et dans les banlieues. Il n'y a plus d'Etat. Non seulement des pans entiers du territoire sont abandonnés par la République, mais c'est au tour des forces de l'ordre d'être lâchées par un pouvoir aux abois, tétanisé par la mort de Rémi Fraisse au barrage de Sivens et par le spectre de la mort de Malik Oussékine en 1986. C'est ainsi que par peur de la bavure, l'Etat préfère renoncer à l'ordre républicain et laisse s'installer depuis un mois la violence et l'anarchie dans

toutes les villes de France.

Bien que l'état d'urgence prévoie l'interdiction de manifester, notre gouvernement de poules mouillées préfère se coucher devant l'ultra violence des casseurs.

Derrière un discours musclé totalement mensonger, Bernard Cazeneuve ne sait que donner des ordres de retenue à ses policiers et gendarmes, les livrant aux agressions musclées d'individus cagoulés, casqués et armés, venus pour blesser et tuer. Face à ce déchainement de férocité, les forces de l'ordre n'ont aucune possibilité de se défendre efficacement et de mettre au pas cette racaille. En un mois 300 membres des forces de sécurité ont été blessés, sans que cela n'émeuve la classe politique ou les médias. Bien au contraire, ce sont les policiers qui sont mis au banc des accusés par les ignobles affiches de la CGT, nous montrant ces derniers piétinant une flaque de sang. Le monde à l'envers. Où est donc la réponse pénale de l'Etat pour incitation à la haine des policiers ?

On est loin des applaudissements de la foule quand le RAID et le GIGN débarrassaient le pays des terroristes en janvier 2015. C'est le retour de mai 68 et du slogan "CRS SS". Nuit debout n'est qu'un contre modèle de démocratie. Quatre vingts ans ont passé mais les manifestants raisonnent encore avec leur logiciel de 1936. La lutte des classes reste le moteur inusable des manifs.

Armés de harpons, de bouteilles d'acide, de cocktails Molotov et même de boules de pétanque avec des lames de couteau soudées dessus, les casseurs se sentent pousser des ailes, encouragés par la lâcheté des autorités et l'absence de réponse pénale. On a même entendu, alors qu'un policier blessé était à terre, des barbares hurler : "On va l'achever"...

Car cette violence préméditée, visant à mutiler et tuer des policiers, n'est JAMAIS condamnée. Cazeneuve a beau bomber le

torse en clamant qu'il y a eu 1000 arrestations, aucune n'a donné lieu à une sanction sévère. Pourtant, si on touchait au portefeuille des casseurs et de leurs familles, en les privant de leurs droits sociaux, cela calmerait réellement le jeu. Car pour la racaille, écoper de deux mois de prison est un haut fait d'armes, de même qu'un bracelet électronique est un trophée qui en impose. Tout le contraire d'une peine dissuasive.

Malheureusement, courage et bon sens sont des vertus inconnues de l'exécutif.

En 1914 on écopait de 50 ans de bagne pour un vol de bicyclette. En 2016, vouloir tuer un policier est puni d'un stage de citoyenneté, ou au pire de deux mois de prison, qui ne seront jamais exécutés, puisque seules les peines supérieures à deux ans conduisent à une incarcération. Une justice passée d'un extrême à l'autre, mais toujours aussi injuste ! On aimerait la tolérance zéro, on a droit au laxisme à 100%.

C'est ce que notre inénarrable ministre de l'Intérieur appelle "être intraitable avec les casseurs". A se plier de rire si le sujet n'était pas aussi grave. La mansuétude de Cazeneuve n'est rien d'autre que de la complicité, comme le dit Eric Ciotti, qui a demandé l'interdiction de Nuit debout. La violence, l'Etat l'encourage.

Incapable de rétablir l'ordre républicain face à la racaille cagoulée, et de faire respecter l'état d'urgence, on voit mal comment le gouvernement pourrait lutter efficacement contre le terrorisme. L'exécutif ne sait que se coucher et courir aux abris au moindre mouvement social.

Quant aux dégâts, ils sont énormes. Mobilier urbain détruit, vitrines cassées, boutiques pillées, voitures incendiées, distributeurs de billets saccagés. Le ras-le-bol des riverains empire de jour en jour. Mais qui s'en soucie ?

En définitive, la loi El Khomri sera un énième fiasco pour François Hollande, dans la lignée de tout ce qu'il a entrepris, depuis le pitoyable épisode Léonarda, jusqu'au naufrage de la déchéance de nationalité. Tout ce qu'il touche devient catastrophe.

Un sondage Ipsos de 2013 nous disait que 87% des Français voulaient un homme fort pour remettre de l'ordre dans le pays. Trois ans plus tard, ils sont servis !

Mais la France va mieux, nous dit notre président. Il est tellement content de lui qu'il prépare déjà sa campagne de 2017. Avec 13% d'opinions favorables en fin de mandat, il se prend pour un grand président, sans voir que le pays est dans un état pré-insurrectionnel. Il pavoise sur les ruines fumantes de son quinquennat, totalement inconscient du désastre qu'il a engendré.

Mais le pire, dans ce tableau peu réjouissant, c'est que la droite molle ne fera pas mieux ! Elle s'est largement disqualifiée par le passé.

Ne comptons pas sur l'imprévisible Sarkozy pour restaurer l'ordre républicain. Il n'a rien trouvé de mieux, après les graves émeutes de 2005, que de supprimer des escadrons de gendarmerie mobile et des compagnies républicaines de sécurité. Quel visionnaire !

Résultat : les forces de police, sollicitées et surexposées comme jamais avec Vigipirate, la crise des migrants et la COP21, se demandent dans quel état elles vont aborder l'Euro 2016 dans quelques semaines. Epuisés, malaimés et en sous effectifs, nos robocops sont à bout.

Quant à Juppé, qui souhaite "marcher vers une identité heureuse", il n'a toujours pas compris que 87% des Français veulent un homme fort, pas un bisounours qui veut se faire plaisir et rêve de la magistrature suprême pour finir en beauté.

Le salut pourrait venir de Marine Le Pen, véritable patriote qui a la trempe d'une Golda Meir ou d'une Margaret Thatcher, et dépasse en courage toute la classe politique masculine actuelle. Mais seule contre tous, elle aura encore bien du mal à convaincre une majorité de Français en 2017.

Jacques Guillemain